



**CGLU**

**Groupe de travail**

Prevention  
Territoriale et  
gestion des crises



## COMPTE-RENDU

### Réunion annuelle du groupe de travail de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises

Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard, Genève, Suisse & en ligne

*12 décembre 2023, 10:00-17:30 CET*

Le groupe de travail de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises a pour but de fournir une plateforme aux gouvernements locaux pour échanger des connaissances et de l'expertise sur la gestion des catastrophes ainsi que de renforcer le rôle des gouvernements locaux dans ces situations.

La réunion annuelle du groupe de travail a eu lieu en ligne et à Genève, le 12 décembre 2023, en présence de M. Sami Kanaan, membre du conseil exécutif de la Ville de Genève et Président de ce groupe de travail. Cette année, la réunion s'est concentrée sur l'importance de la diplomatie des villes face aux défis actuels et les solutions à apporter au déplacement interne. Étaient présents à cette réunion des représentants d'autorités locales ainsi que des représentants d'organisations de la société civile.

La réunion a été co-organisée par Cités Unies France, l'équipe de CGLU et la Ville de Genève.

#### Objectifs

Cette réunion a été l'opportunité de discuter du rôle des autorités locales et régionales ainsi que les réseaux nationaux et internationaux dans la diplomatie, mais aussi les solutions qui peuvent être apportées au déplacement interne.

Comment les autorités locales ou régionales agissent-elles afin de répondre territorialement et informer le débat en temps de crise quant au niveau national le dialogue semble interrompu ? Comment un réseau mondial comme CGLU agit-il avec ses membres lorsque des guerres, des conflits ou d'autres tensions surgissent au niveau national ou international ? Dans quelles conditions serait-il possible de renforcer et d'accroître le rôle des autorités locales en tant que promoteurs de la paix et du dialogue ? Comment une autorité locale ou régionale contribue-t-elle à trouver des solutions aux déplacements internes ? Quels sont les éléments facilitateurs à mettre en place par les gouvernements nationaux ? Comment CGLU peut faciliter le partage des connaissances et des pratiques ? Quel plaidoyer est nécessaire auprès des acteurs humanitaires et du développement pour reconnaître et soutenir le rôle des gouvernements locaux ?

Plusieurs exemples concrets de pays de différents continents qui ont été touchés par les crises ont été évoqués tels que la Syrie, la Turquie, l'Ukraine ou bien le Maroc. Des représentants de différentes collectivités touchées par les crises étaient également présents afin de partager les réponses locales à une crise multiforme qui touche leur pays, les gouvernements locaux se retrouvant directement confrontés aux conséquences de ces conflits.

## Rappel du Programme

Programme	Session	Format
9:30-10:00	Accueil et café de bienvenue	
10:00-10:30	<p><b>Discours d'introduction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● M. Sami Kanaan, Conseiller exécutif, Ville de Genève, Président du groupe de travail prévention et gestion territoriale des crises de CGLU</li> <li>● Mme Emilia Saiz, Secrétaire générale, CGLU</li> </ul>	Plénière
10:30-11:45	<p><b>État des lieux : comment les territoires font face à des crises qui se chevauchent en connectant le local au global</b></p> <p><u>Animateur</u> : Mr. Andras Szorenyi, Conseiller politique, Global Cities Hub</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Mme Benedetta Oddo, Coordinatrice de l'initiative Nicosie et Libye (à distance)</li> <li>● Mme Clare Hart, Vice-Présidente de la métropole de Montpellier, Présidente du groupe de travail sur les crises de Cités Unies France</li> <li>● M. Alexandru Osadci, Coordinateur des relations internationales du Congrès des autorités locales de Moldavie (CALM) (à distance)</li> </ul> <p>Débat</p>	Plénière
11:45-12:00	Pause-café	Plénière
12:00-13 :15	<p><b>Prévention de conflits : la diplomatie des villes et le développement durable à l'heure des chocs mondiaux et des situations d'urgence complexes</b></p> <p><u>Animatrice</u> : Mme Fabiana Goyeneche, Directeur des relations internationales, Montevideo</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● M. Pieter Jeroense, Directeur général adjoint, Association des municipalités néerlandaises VNG International (à distance)</li> <li>● M. Fabrizio Rossi, Secrétaire général, Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)</li> <li>● M. Mehmet Duman, Secrétaire général, CGLU MEWA (Moyen Orient et Asie de l'ouest)</li> </ul>	Plénière
13:15-14:30	Déjeuner au Palais Eynard	

14:30-16:30	<p><b>Solutions au déplacement interne : le programme d'action</b></p> <p><u>Animateur</u> : M. Filiep Decorte, Président de l'Alliance mondiale pour les crises urbaines, ONU-Habitat</p> <p><b>Résoudre le problème des déplacements internes : le rôle des municipalités et des organisations internationales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● M. Robert Piper, Secrétaire général pour les solutions au déplacement interne, ONU</li> </ul> <p><b>Cadre conceptuel sur les solutions au déplacement interne urbain</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Mme Lucy Earle, Directrice du Groupe urbanisation, Institut de recherche pour le développement (IIED)</li> <li>● M. Christopher Ward, Consultant, IIED</li> <li>● M. Ryan Knox, Directeur général, SALAR International</li> </ul> <p><b>Comment les autorités locales et régionales réagissent et font face au déplacement interne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● M. Abdullahi Ali Watiin, Maire de Baidoa, Somalie (à distance)</li> <li>● Mme Öznur Sariahmetoğlu, Directrice des services d'aide sociale de la municipalité de Şişli, région de Marmara, Turquie</li> <li>● M. Sanya Wilson, Maire de Koboko, Ouganda</li> </ul>	Plénière
16:30-17:00	<b>Débat avec l'audience</b>	Plénière
17:00-17:30	<b>Conclusions et recommandations</b>	Plénière

# Compte-rendu de la réunion

## Discours d'introduction

**M. Sami Kanaan :** Les crises sont une réalité permanente pour les gouvernements locaux, elles deviennent de plus en plus récurrentes et longues. En ce sens, elles constituent un énorme défi pour les gouvernements locaux qui se trouvent en première ligne et doivent gérer les populations au quotidien. Même s'ils ne peuvent pas compenser l'ensemble des crises traversant le monde, ils peuvent faire preuve d'innovation et apporter des solutions, notamment par l'échange de bonnes pratiques et la participation à la table des négociations au niveau multilatéral. L'objectif de cette réunion du groupe de travail est ainsi d'échanger des conseils et bonnes pratiques.

**Mme Emilia Saiz :** Aujourd'hui, le rôle des gouvernements locaux est reconnu. Les types de crise auxquels nous sommes confrontés sont multiples et s'étendent parfois dans le monde entier. Afin d'y répondre, il est nécessaire de mettre en place de nouvelles formes de coopérations décentralisées et de continuer à prendre part aux négociations à tous les niveaux. La société civile se rend également compte que les collectivités territoriales ont un rôle important à jouer. En ce sens, la fonction de CGLU et de ses réseaux est très importante, car ils représentent les autorités locales et régionales à tous les niveaux.

## I. L'importance de la diplomatie des villes face aux défis actuels

**État des lieux : Comment les territoires font face à des crises qui se chevauchent, en connectant le local au global ?**

**Mme Benedetta Oddo - Le cas libyen (*en ligne*) :**

En Libye, l'absence de bonne gouvernance provoquée par les intérêts et conflits, rend la gestion des crises compliquée. De plus, la Libye est un pays négligé par la communauté internationale. Afin d'y remédier, en 2015 a été lancée l'Initiative de Nicosie, impulsée par 5 maires libyens et l'ambassadeur de Libye auprès de l'Union Européenne. Celle-ci a pour objectif de lutter contre l'immobilisme, se distancier de la communauté internationale et se réunir au-delà des divisions internes. Cette initiative a permis d'élaborer une stratégie commune en parlant d'une seule voix dans le but de négocier autour d'une même table.

Les inondations de septembre 2023, suite à la tempête Daniel, ont provoqué la mort de plus de 20 000 personnes et 40 000 personnes déplacées internes. Beaucoup de quartiers résidentiels ont été détruits et des sources potables empoisonnées. De nombreuses défaillances au niveau national ont conduit à ce lourd bilan : messages contradictoires du gouvernement, pénurie de médecins.

Néanmoins, la réponse au niveau des municipalités a été rapide et efficace en ce qui concerne les secours d'urgence et humanitaires, car ils ont pu déployer sur le terrain des personnels bien formés, dès les premières 24 heures de la crise. Ainsi, la coopération politique internationale et l'assistance technique sont primordiales afin de former les équipes municipales en amont de ces crises pour qu'elles soient les plus efficaces possibles.

Exemples d'efficacité et de pertinence, c'est par ces arguments que les autorités locales peuvent avoir un impact afin de se hisser sur la scène internationale et influencer les décisions au plus haut niveau. L'implication individuelle de chaque gouvernement local est inévitable pour parvenir au changement.

### **Mme Clare Hart – Vers de nouveaux modèles de partenariats :**

Le niveau local est en première ligne face aux poly-crisis qui traversent le monde. Ainsi, dans le cadre du fonds de solidarité pour la Turquie porté par Cités Unies France, le maire de Gaziantep a expliqué l'isolement auquel sa ville a été confrontée pour faire face aux conséquences du séisme. Il est aujourd'hui nécessaire de se serrer les coudes, de travailler en réseau et de renforcer les partenariats de coopération afin de faire face à ces situations., notamment via des organisations telles que CGLU ou Cités Unies France.

Il est également nécessaire de se tourner vers de nouveaux modèles de coopération, qui sortent des rapports Nord-Sud, pour aller davantage dans des relations de réciprocité bilatérales. La métropole de Montpellier essaie aujourd'hui d'inscrire ses partenariats dans cette démarche. Par exemple, la crise climatique et notamment les sécheresses, impactent très fortement la région Méditerranéenne. Montpellier travaille donc avec le Maroc et l'Algérie sur des techniques d'irrigation ancestrales. Également pendant la pandémie du Covid, des échanges de masques et vaccins ont eu lieu entre la ville de Montpellier et une ville marocaine. Suite au séisme qui a touché le Maroc, la ville a mené des réflexions avec ses partenaires marocains pour créer des systèmes d'alerte et de transmission d'informations urgentes en cas de crise.

Cités Unies France plaide pour une meilleure reconnaissance du rôle des villes face aux crises lors de différents événements : rencontres à l'Assemblée nationale et au Sénat dans le cadre des « Rendez-vous de la diplomatie des territoires », ou via le mécanisme des fonds de solidarité. Afin d'avoir un grand impact, il est nécessaire d'avoir, en premier lieu, du poids sur le plan national et valoriser l'action des collectivités territoriales, car souvent le gouvernement n'en a pas connaissance.

Les villes peuvent être la voix du dialogue, la voie pour une approche plus pacifique. Ainsi, alors que les relations diplomatiques se sont profondément tendues entre la France et les pays africains, la poursuite des relations partenariales entre collectivités françaises et africaines permet de maintenir le dialogue et de promouvoir la paix.

### **M. Alexandru Osadci – Point de vue du Sud Global (*en ligne*) :**

La Moldavie est confrontée à de nombreuses crises qui s'influencent et se consolident entre elles, avec des défis et difficultés qui ne cessent de s'accumuler depuis 1945. La crise en Ukraine et la crise sanitaire ont toutes deux, fortement impacté le pays. Ne trouvant que très peu d'aides auprès du pouvoir centralisé, les gouvernements locaux se sont principalement tournés vers les réseaux européens et internationaux pour obtenir des ressources. Or, cette politique de développement est aujourd'hui un échec, car elle n'a pas eu de résultat concret dans le pays. En effet, les montants alloués restent insuffisants, favorisent principalement les gouvernements, parfois les oppositions, mais n'atteignent que très rarement les populations. Ces difficultés et échecs font qu'aujourd'hui une large frange de la population moldave n'est pas favorable à l'intégration à l'Union Européenne ou d'autres réseaux et organisations internationales.

Concernant la question des déplacés internes, les migrations et les flux migratoires ont toujours existé, les personnes n'ont jamais cessé de migrer. Il faut voir ces migrations comme un atout pour nos pays et favoriser les politiques d'accueil et d'intégration.

### **Prévention de conflits : La diplomatie des villes et le développement durable à l'heure des chocs mondiaux et des situations d'urgence complexes**

### **M. Pieter Jeroense – point de vue des Pays-Bas (*en ligne*) :**

Face à la multiplication des crises, les initiatives émanant des gouvernements locaux se sont raréfiées. Toutefois, la vague de crises qui a pris place en 2023 semble avoir changé la donne, avec une nouvelle solidarité de la part des gouvernements locaux, qui ont financé de nombreux projets d'aide et de reconstruction en Ukraine, au Maroc et en Turquie, à travers VNG. Si ces évolutions sont prometteuses et nécessaires, ces exemples font plutôt exception aux Pays-Bas. En effet, la

crise à Gaza montre aujourd'hui le degré de paralysie qui s'abat sur le pays. En effet, le débat politique à l'échelle locale et nationale rend difficile une prise de position des gouvernements locaux qui serait différente de celle de l'Etat.

L'alternative à la paralysie repose sur l'action et le dialogue, et c'est là-dessus que se fonde l'action de VNG. Afin de soutenir les autorités locales dans leur travail de coopération internationale et de promotion de la paix, VNG s'appuie notamment sur le programme pour la paix de CGLU pour favoriser la mise en commun des pratiques et les synergies, pour soutenir les leaders locaux à rassembler les communautés et pour favoriser le dialogue.

**M. Fabrizio Rossi :** Les crises sont multiples depuis 2019 : sanitaire, guerre, économique, migratoire. Au niveau local, peu de choses sont prévues pour la prévention des crises. Il existe toutefois des exceptions comme la ville d'Utrecht, qui a réalisé une étude stratégique prévisionnelle présentant les conséquences d'une panne générale d'électricité. Grâce à cette étude, la municipalité a pu développer ses capacités de réaction et de prévention.

La diplomatie des territoires est un outil très efficace pour renforcer les capacités au niveau local afin de réagir face aux crises, mais aussi de préparer les collectivités à gérer les effets des crises de longue durée, telle que la crise migratoire. Par exemple, le CEMR a lancé un programme de développement de la confiance, via un travail de jumelage entre municipalités ukrainiennes et européennes. Ce programme a jeté les bases de relations durables, qui ont beaucoup aidé les autorités ukrainiennes à faire face à la guerre. Également, le programme *Inclusive Cities* permet de renforcer l'expertise des villes européennes sur l'inclusion des migrants.

La migration est un sujet sensible en Europe, où il existe des positionnements très variables. Au niveau des gouvernements locaux, la notion de durabilité politique doit être prise en compte, malgré les alternances politiques, afin de mettre en place des politiques migratoires inclusives et durables.

**M. Mehmet Duman :** Les villes subissent de plein fouet les crises et les situations d'urgence, pourtant elles offrent une résilience et les innovations nécessaires pour relever ces défis à bras le corps. La diplomatie des villes permet notamment de prévenir les conflits grâce à l'établissement de liens transfrontaliers entre dirigeants locaux, au partage de bonnes pratiques, à l'établissement de modèles de villes durables et harmonieux.

Concernant la situation des villes en Palestine, CGLU œuvre à l'organisation de réunions régulières avec le maire de Gaza, afin de d'obtenir des informations en temps réel sur la situation, les partager au sein de son réseau, et plaider en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et pour la protection des civils. Il est nécessaire que les gouvernements locaux travaillent ensemble afin que les villes deviennent des modèles d'harmonie et de résilience face aux chocs mondiaux et aux situations de crises.

### **Session Débat**

*Selon vous, quels sont les défis les plus importants auxquels les villes vont être confrontées à l'avenir et comment pouvons-nous promouvoir la paix ?*

- La peur de l'immigration et les clivages grandissants entre les communautés locales sont un défi. Par le dialogue et la solidarité, il est possible d'apporter des solutions. Investir dans les services publics démontre également que les dirigeants locaux sont disponibles et soutiennent les citoyens en proposant des solutions locales et pragmatiques.
- Le défi principal est celui de l'incertitude (aggravation des guerres, changement climatique, conséquences de la mondialisation économique et des crises financières). Il faut donc œuvrer à l'anticipation stratégique au niveau local qui permettra de mieux s'attaquer aux futurs défis.

- Les réseaux tels que CGLU possèdent un pouvoir transformatif, grâce à ses membres qui œuvrent à la paix en encourageant la communication et le dialogue pour apaiser les tensions, à mettre en avant le leadership local pour promouvoir l'unité.
- A travers ce groupe de travail de CGLU, il est nécessaire de développer un narratif sur le plan politique afin d'établir une stratégie commune, des priorités, et des étapes très concrètes (notamment la création d'espaces de dialogues), en lien avec le Pacte pour l'avenir de l'humanité.

## II. Solutions au déplacement interne : le programme d'action

### **Résoudre le problème des déplacements internes : Le rôle des municipalités et des organisations internationales**

**M. Robert Piper :** Aujourd'hui, plus de 70 millions de personnes sont considérées comme déplacées internes à travers le monde. La plupart d'entre elles le resteront pendant une très longue période, voire toute leur vie. Ces personnes extrêmement vulnérables se regroupent dans les zones urbaines, principalement dans des camps ou des hébergements informels, entraînant une urbanisation accélérée dans ces territoires.

Un programme d'action a été créé par l'ONU afin de coordonner l'accueil et l'intégration des déplacés internes dans les villes à long terme, et renforcer la visibilité sur cette problématique. Les gouvernements locaux jouent un rôle clé pour encourager l'inclusion sociale, proposer des solutions d'hébergement durables, un accès aux services publics et à l'emploi. Les organisations internationales telles que l'ONU, ont pour objectif de soutenir les autorités locales dans ces démarches. C'est notamment le rôle d'ONU-Habitat qui a beaucoup travaillé avec des municipalités en Ukraine, Somalie et Colombie pour apporter un soutien technique aux services municipaux.

Aujourd'hui, le sujet des déplacés internes doit être rendu davantage visible sur la scène internationale et être intégré dans les stratégies et politiques nationales et locales de manière durable.

### **Cadre conceptuel sur les solutions au déplacement interne urbain**

#### **Mme Lucy Earle & M. Christophe Ward - Nouvelle initiative IIED/ONU-Habitat :**

L'institut international pour le développement (IIED) travaille régulièrement avec ONU-Habitat, notamment sur les questions d'urbanisation liée aux déplacés internes. Actuellement, un rapport est en préparation, avec comme idée centrale le fait de considérer les personnes déplacées internes comme des citoyens à part entière des villes d'accueil, et non comme des personnes ayant uniquement besoin d'une aide humanitaire. Ce projet collaboratif vise à établir un cadre de décision et d'évaluation pour orienter la planification urbaine dans les territoires accueillant ces déplacés. En effet, si l'urbanisation des personnes déplacées internes est une réalité bien établie, elle est difficilement mesurable. Or face à la multiplication des crises, et notamment la crise climatique, il est aujourd'hui nécessaire que les villes se préparent à des mouvements de population plus importants, et parviennent à surmonter les barrières politiques, sociales et financières à l'intégration des déplacés internes.

#### **M. Knox Ryan - Étude de cas avec le projet Reslog :**

La crise syrienne a causé le déplacement de plus de 2 millions de personnes en interne et 5 millions en dehors du pays, et notamment en Turquie, où la majorité des réfugiés se trouve dans la région de Marmara. Cet afflux massif a impacté les services publics de la région. Pour faire face à ces défis, le projet Reslog (Resilience in Local Governance) a été lancé en 2018, avec pour objectif de rendre les villes plus résilientes face aux flux migratoires entraînés par la crise syrienne. Il repose sur :

- La résilience : se remettre des chocs, résister, s'adapter, identifier des mesures de transformation pour se préparer à tout défi futur ;
- Renforcer toutes les étapes de riposte : prendre des mesures systématiques, trouver des solutions créatives, durables et innovantes ;
- Utiliser la planification comme outil pour réduire les impacts négatifs en faisant des villes, des endroits meilleurs qu'avant.

Ainsi, la stratégie des gouvernements locaux doit inclure des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation. Les municipalités ont ainsi créé des plans directeurs sur la migration en mettant l'accent sur les infrastructures, les services publics et la cohésion sociale. Cet outil a également été utilisé suite au séisme de février 2023, afin de gérer les flux de déplacés internes.

## Session Débat

L'accent ne doit pas être mis sur les réfugiés uniquement, mais aussi sur les personnes déplacées internes. Prendre en considération tous les migrants est une priorité politique. Toutefois, il est difficile de concilier les deux pôles dans la réponse apportée par les villes. Les personnes déplacées internes font face à une rupture du contrat social par la perte de leur maison, leur communauté et leur vie d'avant. L'objectif est ainsi de recréer ce contrat.

## Comment les autorités locales et régionales réagissent et font face au déplacement interne

### **M. Abdullahi Ali Watiin, (en ligne) :**

Baidoa est une ville densément peuplée de l'Etat du sud-ouest en Somalie, qui compte plus de 1 million d'habitants. Le changement climatique impacte fortement cette région, comme en témoignent les graves inondations de novembre 2023, qui ont touchées plus de 200 000 personnes. La municipalité a dû faire face à un énorme flux de déplacés internes de la campagne vers la ville. Aujourd'hui, on dénombre près de 650 000 personnes déplacées dans la région, qui se répartissent principalement au nord et au sud de la ville.

Afin de surmonter ce défi, un partenariat a été établi entre Baidoa et ONU-Habitat pour créer un plan d'urbanisation de la ville intégrant les déplacés internes. Pour se faire et répondre aux besoins prioritaires de cette population, un groupe de travail incluant des déplacés internes a été mis en place au sein de la municipalité, afin que ceux-ci s'impliquent dans la rédaction du plan d'urbanisation. Les éléments principaux de cette stratégie :

- Orienter les investissements en fonction de la stratégie de la ville et du plan d'extension
- Action coordonnée
- Renforcement des capacités en matière de gouvernance foncière, de gestion des terres municipales
- Mise en place de lois et de règlements sur la gouvernance foncière, l'environnement, la santé publique et la gestion prioritaire des ressources en eau
- Mettre en place des systèmes de sécurité alimentaire solides
- Création d'une plateforme de coordination pour tous les acteurs du développement

Le site de Barwaqo d'une superficie de 15km<sup>2</sup> a été choisi pour mettre en œuvre ce plan d'urbanisation et d'extension, en collaboration avec ONU-Habitat afin d'accueillir des personnes déplacées internes.

### **Mme Öznur Sarıahmetoğlu – Étude de cas du projet Reslog en Turquie :**

Reslog est un programme qui permet d'accroître les capacités et la résilience des services municipaux et qui a été mis en place dans la municipalité de Şişli dans le district d'Istanbul. En effet, ce territoire accueille de nombreux réfugiés syriens, qu'il est nécessaire d'intégrer et d'accueillir. Plusieurs initiatives ont ainsi été mises en œuvre à l'échelle des quartiers : centre de soutien et consultation, programme de formation sur la santé des femmes, cuisine sociale, maisons

de quartiers proposant du soutien social et psychosocial, maisons ouvertes. Par exemple, 34 réfugiés syriens et 45 réfugiés turques ont pu être employés dans les cuisines solidaires grâce au Şişli Kitchen Project.

### **M. Sanya Wilson :**

En Ouganda, il existe 150 000 personnes d'ethnie kakwa. Les kakwas sont aussi présents au Soudan du Sud et en RDC. Suite au conflit ethnique qui a touché la zone, la ville Koboko a bénéficié du soutien d'un fonds de solidarité de VNG international. Les 3 millions d'euros de subvention ont permis la création d'un centre de traitement des traumatismes, d'écoles, d'un hôpital, de centres de formation.

Afin d'intégrer les réfugiés, les bons termes doivent être utilisés, en soulignant notamment que les réfugiés sont une opportunité pour le système et pas un obstacle. Ainsi, les gouvernements locaux doivent montrer l'exemple en luttant contre la xénophobie et faisant preuve de résilience face aux diversités ethniques.

### **Session Débat**

- Il faut veiller à adapter notre réponse aux besoins de tous ces groupes ;
- Créer des relations plus structurées avec toutes les personnes et organismes présents durant cette réunion ;
- Préparer au mieux le prochain Forum Urbain mondial qui aura lieu au Caire du 4 au 8 novembre 2024, pour trouver des solutions constructives ;
- Il faut se demander comment communiquer et gérer la cohésion sociale et la stabilité sociale face à ces afflux de personnes déplacées ;
- Le mot cohésion sociale est beaucoup utilisé, mais est très difficile à mettre en œuvre dans des contextes très polarisés ;
- En tant que gouvernements locaux, les maires, sont parfaitement positionnés pour mettre en œuvre des programmes pour les populations déplacées (fournissent services essentiels, protègent leurs droits). Les enfants représentent presque la moitié des personnes déplacées internes. Nécessité d'avoir des services publics résilients pour atteindre les personnes les plus vulnérables et notamment les enfants ;
- Un des déficits les plus importants aujourd'hui : on n'entend pas assez la voix des personnes déplacées internes, il est nécessaire de connaître leurs besoins pour mettre en œuvre des solutions ;
- Continuer à se concentrer sur la mutualisation, la coordination entre les organisations et les projets ;
- La question de la sensibilité des sujets est aussi importante, les dynamiques politiques doivent être mises sur la table au même titre que les problèmes techniques.

### **Conclusions et recommandations**

**Mme Clare Hart :** Concernant l'intégration urbaine des personnes déplacées internes, en France, beaucoup de personnes ont été logées et intégrées dans des zones rurales, une expérience plutôt réussie, notamment les zones rurales dévitalisées. Il ne faut pas négliger ces zones rurales qui peuvent se voir insuffler de nouvelles dynamiques via l'intégration de réfugiés.

La charte de Lampedusa adoptée par CGLU en 2020 est un document majeur, car il donne une importance à la question de la mobilité humaine et sur le fait que cette mobilité est un droit humain à part entière, autonome et qui dépasse les frontières. Il est également important de rappeler le rôle fondamental des ONG qui travaillent dans la Méditerranée pour sauver les réfugiés qui traversent la mer.

**Mme Emilia Saiz** : Ce mouvement municipaliste doit rompre avec le narratif constant que l'on entend sur le rejet de l'immigration. En effet, les sondages au niveau local montrent des résultats bien différents des sondages nationaux avec une réelle envie d'aider, de mettre en place des initiatives solidaires d'accueil et d'intégration. Il est important de ne pas tomber dans le piège des discours anti-migration. Il sera intéressant de se questionner et de débattre sur les approches de la solidarité et du développement que l'on souhaite entreprendre. Les mécanismes d'intégration régionale comme l'Union Africaine seront importants à l'avenir.





Les photos de cette journée de travail sont disponibles au lien suivant :  
<https://www.flickr.com/photos/uclg/albums/72177720313490276/with/53407434102>

## Liste des participant.e.s

### En présentiel

Sami	Kanaan	Ville de Genève
Elena	Bianchi	Ville de Genève
Simone	Giovetti	Cités Unies France
Mélanie	Sabot	Cités Unies France
Albert	Llado	CGLU
Fatima	Fernandez	CGLU
Mehmet	Duman	CGLU MEWA
Ibrahim	Yehia	CGLU MEWA
Lucy	Earle	IIED
Christophe	Ward	IIED
Fabrizio	Rossi	CEMR
Sanya	Wilson	Maire de Koboko
Öznur	Sarahmetoğlu	Municipalité de Sisli
Ryan	Knox	SALAR International
Fabiana	Goyeneche	Municipalité de Montevideo
Robert	Piper	Secrétaire général pour les solutions au déplacement interne, ONU
Greta	Zeender	Conseillère spéciale pour les solutions au déplacement interne, ONU
Feliep	Decorte	ONU-Habitat
Laura	Healy	UNICEF
Louise	Thaller	IMPACT

### A distance

Virginie	Rouquette	Cités Unies France
Inssafe	El Idrissi	Cités Unies France
Viviana	Herrera Silva	CGLU
Cécile	Roth	CGLU
Alexandru	Osadci	CALM
Anne-Lise	Joseph	Conseil départemental de l'Essonne
Pieter	Jeroense	VNG International
Daan	Stelder	VNG International
Fabienne	Deletang	Ville de Rezé
Henny	Ngu	PNUD
Sebastian	May	ONU-Habitat
Jia Cong	Ang	ONU-Habitat
Mathilde	Lestra	Ville de Grenoble
Pia	Richard	Ville de Grenoble
Charlie	Sell	OIM
Corina	Demottaz	JIPS
Abdullahi	Ali Watiin	Ville de Baidoa
Mohamed	Taruri	Ville de Baidoa
Thomas	George	UNICEF
Alexandra	Gaiatto	Ville de Voiron
Véronique	Lamontagne	
Cate	Osborn	PNUD
		Global Cities Hub